

Coordination D'acteurs Et Valorisation Des Ressources Territoriales : Un Chemin Vers La Durabilité

Coordination And Territorial Resource Valorization: A Pathway To Sustainability.

- **AUTEUR 1** : LAHLIMI Fouad,
- **AUTEUR 2** : ENNAJAR Omar,

(1): Docteur en sciences économiques et gestion, FSJES, USMBA, Fès.

(2): Docteur en Droit Public, FSJES, USMBA.



Conflit d'intérêt : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêt.

Pour citer cet article : LAHLIMI .F & ENNAJAR .O (2025) «

Coordination D'acteurs Et Valorisation Des Ressources Territoriales :
Un Chemin Vers La Durabilité»,

IJAME : Volume 02, N° 12 | Pp: 195 – 213.

Date de soumission : Janvier 2025

Date de publication : Février 2025



DOI : 10.5281/zenodo.14853686

Copyright © 2025 – IJAME

RESUME

La coordination d'acteurs au sein du territoire devient de plus en plus une condition sine qua non pour répondre aux défis et enjeux du contexte actuel qui est en pleine turbulence et instabilité, marqué par l'alternance des crises socio-économiques, environnementales, et pandémiques. L'objectif de notre article est de mettre en lumière le rôle de cette coordination dans la contribution au développement territorial durable. Ainsi, les résultats montrent qu'elle permet de valoriser les potentialités locales et de mettre en place des actions collectives visant à promouvoir un développement territorial durable, tout en favorisant l'interaction entre les différents acteurs présents dans le territoire (collectivités territoriales, autorités locales, entreprises, société civile, population, etc.). Cette coordination permet aussi de révéler, valoriser et spécifier les ressources territoriales, conférant ainsi au territoire une attractivité et une compétitivité accrues, tout en permettant la construction d'un avenir durable et prospère pour les communautés locales.

Mots clés : Coordination, territoire, ressources territoriales, développement, durabilité.

SUMMARY

The coordination of actors within a territory is increasingly becoming a sine qua non condition for meeting the challenges and issues of the current turbulent and unstable context, marked by alternating socio-economic, environmental and pandemic crises. The aim of our article is to highlight the role of this coordination in contributing to sustainable territorial development. The results show that it enables local potential to be exploited and collective actions to be put in place to promote sustainable territorial development, while encouraging interaction between the various stakeholders present in the area (local authorities, businesses, civil society, the population, etc.). This coordination reveals, enhances and specifies local resources, making the area more attractive and competitive, while building a sustainable and prosperous future for local communities.

Key words: Coordination, territory, territorial resources, development, sustainability.

INTRODUCTION

Dans le contexte mondial actuel, les territoires sont confrontés à nombreux défis majeurs liés aux crises socio-économiques, environnementales et pandémiques. Cela engendre un intérêt croissant envers l'adoption des mécanismes de coordination entre les différents acteurs présents sur le territoire, qu'ils soient publics, privés ou associatifs, en vue de relever les enjeux du développement territorial durable. En effet, La coordination inter-acteurs constitue un levier essentiel pour mobiliser les ressources locales, activer des dynamiques territoriales et construire des réponses adaptées aux besoins et aspirations des populations.

Dans cette optique, le développement territorial enrichit et dépasse le développement local en intégrant trois acteurs clés pour assurer le développement humain et améliorer le bien-être des populations : les territoires eux-mêmes, leurs parties prenantes, ainsi que les usagers et les habitants qui y résident (Torre, 2016). Il ne peut plus être perçu comme une action isolée menée par des acteurs spécifiques, mais comme un processus global impliquant une multitude d'acteurs interconnectés. En effet, le territoire, au-delà de sa simple dimension géographique, est désormais conçu comme un espace de coopération où se croisent les intérêts et les actions de divers acteurs, tels que les collectivités territoriales, les autorités locales, les entreprises et les organisations citoyennes qui jouent un rôle clé dans divers espaces/territoires (Cisterna, 2024).

Cette vision dynamique et inclusive du territoire, comme un espace d'interactions, conduit à repenser les stratégies de développement. Celles-ci s'appuient de plus en plus sur la capacité des acteurs à coordonner leurs efforts pour identifier et valoriser les ressources territoriales (Pecqueur, 2005). Ces dernières sont plurielles et de nature diverse (Angeon , & Callois, 2005). Elles peuvent être immédiatement disponibles ou encore latentes, et renferment un potentiel important de développement qui permet de créer des initiatives communes qui bénéficient à l'ensemble des parties prenantes.

Dans ce sens, la coordination des acteurs se révèle être un impératif majeur, qui permet non seulement de révéler les potentialités cachées du territoire, mais aussi de renforcer sa compétitivité, son attractivité et sa résilience face aux mutations globales. C'est cette approche qui sera au cœur de notre réflexion, visant à démontrer que la coordination inter-acteurs constitue un facteur clé pour la valorisation durable des ressources territoriales et la mise en place de stratégies de développement territorial résilientes et inclusives.

Problématique

La coordination d'acteurs est essentielle pour le développement territorial durable, cependant son potentiel réel et ses mécanismes d'action restent insuffisamment explorés. Pour cela, notre recherche vise à combler cette lacune en examinant comment la coordination inter-acteurs peut favoriser la valorisation des ressources territoriales et renforcer la durabilité des territoires, en particulier face aux enjeux liés à la globalisation et aux mutations économiques et sociales. D'où notre question de recherche principale : **Comment la coordination d'acteurs contribue-t-elle au développement territorial durable ?**

Cette recherche s'appuie sur une revue de la littérature pour identifier les mécanismes de coordination des acteurs, leur impact sur la valorisation des ressources territoriales et leur influence sur les stratégies de développement durable. Notre objectif est d'enrichir la compréhension des interactions entre les acteurs et les ressources, tout en mettant en lumière les implications pratiques pour le développement durable des territoires.

1- Notion de la coordination d'acteurs : définition et enjeux

La coordination des acteurs territoriaux est essentielle pour relever les défis d'un contexte instable marqué par des crises socio-économiques, environnementales et pandémiques. Elle permet de valoriser les potentialités locales, de favoriser l'interaction entre les parties prenantes (collectivités, autorités, entreprises, société civile, population) et de promouvoir un développement territorial durable.

1.1- Le territoire est un construit sociale au-delà de l'espace

Le concept de territoire renvoie à une multitude de définitions, puisque son champ sémantique a considérablement été élargi depuis les années 1980 (Campagne & Pecqueur, 2014). L'usage intensif de ce concept dans une multitude de domaines engendre à la fois des convergences et des divergences lors de l'analyse de ses différentes définitions. En effet, selon Moine (2006, p.116), « *tout devient territoire* », reflétant une complexité intrinsèque qui reste difficile à appréhender et à définir avec précision.

Dans cette perspective, de nombreux auteurs se sont intéressés à la définition du territoire. Selon Bailly, « *le territoire est un espace marqué par le groupe* » (cité dans Ternaux & Pecqueur, 2008, p. 262). Cette définition met en lumière la dimension appropriative du territoire, qu'elle soit exercée par une autorité publique ou par ses habitants.

Selon Di Meo, « *le territoire est souvent abstrait, idéal, vécu et ressenti plus que visuellement repéré* » (cité dans Moine, 2006, p. 118). Pour Pecqueur, il se définit comme « *un concours d'acteurs ancrés dans un espace géographique délimité, visant à identifier et à tenter de*

résoudre un problème productif perçu ou ressenti comme commun par ces acteurs » (cité dans Campagne & Pecqueur, 2014, pp. 47-48).

Selon Raffestin (2019), le territoire se construit par l'usage de l'espace par les acteurs, lesquels lui confèrent une dimension territoriale en l'occupant ou en le revendiquant. Ce processus repose sur trois notions fondamentales : identification, appropriation et appartenance. Ces notions éclairent les relations entre les individus et leur espace, tout en mettant en évidence l'impact de ces interactions sur leur sentiment d'appartenance.

Le territoire peut être défini selon plusieurs perspectives clés. Il peut être un espace caractérisé par des éléments "objectifs", indépendamment de la présence humaine, ou un espace contrôlé et délimité par l'État. Aussi, il peut refléter un comportement éthologique, où des frontières sont définies par l'activité animale. En outre, le territoire résulte souvent d'un processus de construction collective, façonné par les interactions des acteurs, et s'inscrit dans une dimension historique qui en façonne l'identité.

De ce fait, le territoire se présente comme un espace de vie, un construit social, et le fruit d'interactions visant à résoudre des problèmes communs. Il dépasse la simple notion d'espace en intégrant les dynamiques et les relations entre les acteurs qui le façonnent. De ce fait, la coordination de ces acteurs, articulée entre proximité et gouvernance, devient alors un levier essentiel pour structurer et valoriser le territoire de manière durable.

1.2- La coordination d'acteurs entre proximité et gouvernance

La notion de coordination revêt plusieurs aspects et dépend étroitement du cadre théorique mobilisé pour aborder cette notion. Pour l'appréhender, il faut répondre aux questionnements suivants : qui se coordonne avec qui, pourquoi et comment ? (Colletis-Whal, 2007, p. 12). En effet, les individus se mettent en rapport avec d'autres individus à travers la réalisation des activités productives au sein d'un territoire, en privilégiant les facteurs locaux de production tels que le capital, le travail, les savoirs, l'information, etc., en vue de dynamiser leur territoire via la création de valeur et ainsi la réponse aux besoins communs.

Alors, sans coordination, le territoire perd sa capacité à s'adapter et à valoriser ses ressources, et il reste statique, réduit à une simple entité géographique incapable d'exploiter son potentiel intrinsèque et subit passivement les contraintes de son environnement.

Dans cette recherche, la coordination a été approchée par rapport à deux grilles de lectures : les proximités et la gouvernance territoriale.

1.2.1- La notion de la gouvernance territoriale

La gouvernance territoriale est un facteur primordial pour la valorisation des ressources et la réponse aux défis contemporains (Leloup et al., 2023). Ce concept illustre la manière dont les décisions liées à l'aménagement et au développement des territoires sont prises et mises en œuvre, en impliquant une multitude d'acteurs à différents niveaux (Tranquard, 2020). La gouvernance territoriale se fonde sur un ensemble de principes tels que : la décentralisation, la participation et la coopération, elle vise à répondre aux besoins locaux en dépassant la notion de passivité des habitants, et en les considérant comme des partenaires actifs dans le processus de développement plutôt que comme de simples bénéficiaires (Haddad & Bouzaida, 2013).

En outre, la gouvernance territoriale est un processus dynamique nécessitant une coordination efficace entre les acteurs publics, privés et civils. Cela inclut les collectivités locales, les entreprises, la société civile et les citoyens, et repose sur la capacité à fédérer ces acteurs autour d'un projet commun, essentiel pour la cohésion et l'efficacité des initiatives de développement. Ainsi, le niveau régional est particulièrement crucial dans ce processus, car il permet d'adapter les stratégies de développement aux réalités locales tout en facilitant la programmation des financements nationaux et internationaux (Todella et al., 2024).

Dans cette même veine, la durabilité est un pilier fondamental de la gouvernance territoriale. Ainsi, les décisions doivent intégrer des aspects économiques, sociaux et environnementaux afin de garantir un développement harmonieux et durable des territoires. Cette approche s'inscrit dans un cadre global, tel que l'Agenda 2030 pour le développement durable, et souligne l'importance du territoire comme échelle privilégiée pour répondre aux défis de durabilité, tant au Nord qu'au Sud (Piroux & Tonneau, 2023).

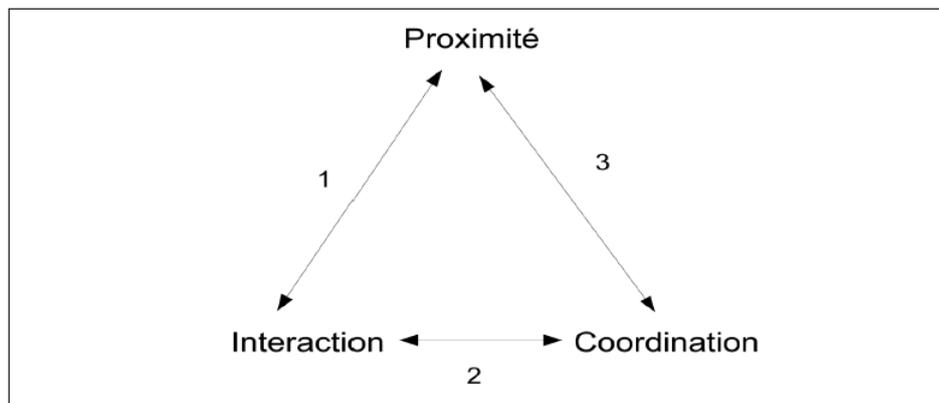
En somme, la gouvernance territoriale met en avant une approche plus inclusive et dynamique, avec une forte participation des acteurs locaux et une coordination efficace pour répondre aux enjeux contemporains. De plus, les mécanismes de gouvernance s'appuient sur la concertation, la co-construction et la co-décision, tout en intégrant les intentions de toutes les parties prenantes. Ainsi, elle repose sur une coordination multi-scalaire des acteurs publics et privés autour d'un projet d'intérêt général visant à résoudre un problème productif. Cette coordination qui devient un impératif majeur pour révéler les ressources et activer une dynamique territoriale durable, peut prendre plusieurs formes : privée, institutionnelle/publique ou mixte, en fonction de l'acteur prédominant (Leloup et al, 2023).

1.2.2- Les proximités géographiques et organisées

Le comportement des acteurs au sein d'un territoire est à l'origine de son dynamisme, il se traduit par des relations de coordination interindividuelles et collectives. Pour cela, la coordination est appréhendée en termes de proximités. Torre (2009) évoque deux types de proximités : la proximité géographique et la proximité organisée. Les deux sont des potentiels à activer afin de construire un espace collectif de coopération, générateur d'externalités positives.

La proximité permet de raccourcir la distance et ainsi de multiplier les opportunités de développement en favorisant l'interaction inter-individus et inter-acteurs et en construisant des relations durables, comme l'explique Zimmermann (2008) dans la figure ci-dessous.

Figure 1 : Le triptyque « proximité, interaction, coordination »



Source : (Zimmermann, 2008, p. 113)

La proximité permet de favoriser l'interaction, cette dernière constitue le vecteur d'éventuels jeux de coordination. Cependant, la coordination peut émaner directement de certaines formes de la proximité, telle que la proximité institutionnelle, où les individus partagent les mêmes règles de conduite (code de la route par exemple) (Zimmermann, 2008, p. 112).

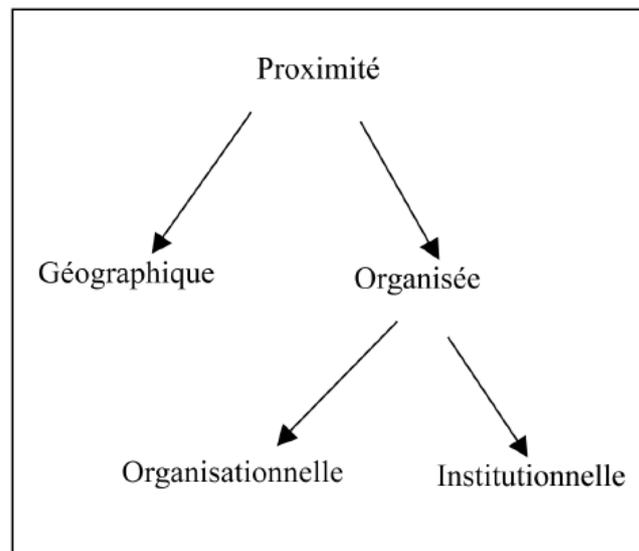
La proximité géographique, souvent définie de manière simpliste comme la distance kilométrique entre deux entités, s'appréhende également en fonction des caractéristiques morphologiques des espaces, de la disponibilité des infrastructures de transport, des conditions financières des populations, et d'autres facteurs (Torre, 2009).

Dans cette optique, la coordination ne résulte pas uniquement de la proximité géographique. Aussi, la proximité organisée concourt à l'activation de la dynamique du territoire, en permettant l'interaction des individus et des acteurs au sein de l'organisation ou de l'institution. La proximité organisée peut être appréhendée selon deux types :

- **La proximité organisationnelle** : renvoie « *aux différentes manières qu'ont les acteurs d'être proches, en dehors de la relation géographique* » (Torre, 2009, p. 69), C'est-à-dire, qu'elle correspond à la capacité d'une organisation à faire interagir ses membres dans le cadre d'une structure productive ou d'un réseau suivant la logique d'appartenance ou la logique de similitude.
- **La proximité institutionnelle** : Cela met en lumière le rôle crucial des institutions, ainsi que des valeurs partagées par les acteurs au sein d'un projet collectif (Beaurain et al., 2009). Ces derniers adoptent des règles et des codes communs, leur permettant d'anticiper mutuellement leurs comportements.

Le schéma ci-dessous résume les formes de la proximité abordées dans cette recherche.

Figure 2 : Les formes de la proximité



Source : (Zimmermann, 2008, p. 114)

1.3- Coordination et développement territorial durable

Dans le contexte actuel où les enjeux économiques, sociaux et environnementaux sont de plus en plus complexes et interconnectés, la coordination permet d'assurer une gestion cohérente et efficace des ressources territoriales, contribuant ainsi au développement territorial durable via la mobilisation des différents acteurs territoriaux autour d'objectifs communs, en tenant compte des spécificités et des besoins de chaque territoire.

Un développement territorial durable nécessite une approche intégrée, où les aspects environnementaux, sociaux et économiques sont considérés simultanément. En effet, les mécanismes de coordination entre acteurs favorisent la mise en place de stratégies locales adaptées, prenant en compte les particularités de chaque territoire tout en répondant aux exigences globales de durabilité. Cette approche permet de concilier les objectifs de croissance économique, de justice sociale et de préservation de l'environnement, en garantissant une gestion équitable des ressources.

De plus, la coordination facilite la mise en place de projets communs et la gestion des conflits d'intérêts, souvent présents lorsque plusieurs acteurs aux objectifs divergents sont impliqués (Plottu, 2015). Ainsi, elle renforce la capacité des territoires à répondre de manière agile aux défis contemporains en privilégiant les discussions ouvertes, les compromis et une vision partagée.

Dans ce cadre, les mécanismes de gouvernance participative et les partenariats public-privé jouent un rôle essentiel puisqu'ils permettent d'intégrer les voix de tous les acteurs concernés, qu'ils soient publics, privés ou issus de la société civile, dans la prise de décision. Ces formes de gouvernance collaborative permettent de créer des synergies entre les différentes initiatives locales, d'optimiser l'utilisation des ressources et de renforcer la résilience du territoire face aux crises.

En résumé, la coordination est un levier fondamental pour le développement territorial durable, car elle favorise la concertation entre acteurs, optimise l'utilisation des ressources et permet de mettre en place des solutions innovantes et adaptées aux spécificités locales.

2- Caractérisation de la ressource territoriale

La mise en interaction des acteurs vise en premier lieu l'identification et la valorisation des ressources territoriales dans le but d'édifier un développement en parfaite harmonie avec les enjeux actuels de durabilité. En effet, la coordination n'a de sens que dans la mesure où elle favorise la révélation et la mise en valeur des ressources territoriales, qu'elles soient économiques, environnementales, culturelles ou sociales. Cette section propose une typologie des ressources territoriales et examine les défis de leur durabilité, soulignant comment une coordination efficace peut permettre une valorisation de ces ressources en réponse aux besoins actuels et futurs du territoire.

Dans cette optique, l'interaction entre les ressources et la coordination constitue un moteur de la dynamique territoriale. D'une part, la diversité des ressources mobilisées influence la coordination, favorisant ainsi la différenciation et la compétitivité d'un territoire. D'autre part,

la qualité des relations entre les acteurs contribue à révéler et spécifier les ressources territoriales. Cela met en évidence le rôle essentiel des acteurs territoriaux, qui s'attachent à identifier et valoriser les spécificités de chaque territoire dans une logique de responsabilité et de durabilité.

2.1- Définition de la ressource territoriale

Étymologiquement, le mot ressource vient du mot latin « resurgere », qui signifie résurgence. Une ressource constitue un moyen dont dispose un individu ou une collectivité pour générer une valeur. Sa définition est longtemps réduite à sa dimension naturelle.

Dans ce sens, Mainar ajoute que « *les ressources naturelles sont considérées comme source de richesses et sont alors abordées sous l'angle de leur exploitation et des activités qu'elles permettent* » (cité dans Imbou-Ngalamou, 2016, p. 57). Pour cela la richesse du territoire s'appréciait en fonction de son étendue, sa largeur et la richesse du son sol et sous-sol, « *plus le territoire est vaste plus le territoire est considéré comme puissant* » (Imbou-Ngalamou, 2016, p. 57).

En économie, une ressource est celle qui a un prix sur le marché et son importance est déterminée par sa valeur d'usage et/ou par sa valeur d'échange. De ce fait, le travail, le capital, les matières premières sont tous considérés classiquement comme des ressources principales du territoire. Avec le développement des sciences économiques et sociales la notion de ressource s'est élargie, en dépassant la conception qui prend en compte le seul critère marchand pour définir la ressource. Désormais, les ressources cognitives, les forêts, les paysages, les fleuves, les montagnes, etc. qui ne possèdent pas de valeur marchande apparente sont également considérés comme ressources vu que le processus de leur révélation et de leur valorisation par les acteurs permet de créer de la valeur et de la richesse pour le territoire.

La conception de la ressource passe alors d'un stock de matières disponibles sur un territoire mobilisées lors des processus de production à celle d'une construction par les acteurs au sein de la coordination autour d'un objet matériel ou immatériel (histoire, mythe, identité, etc.). Pecqueur (2022) souligne dans ce sens, que La ressource territoriale peut être définie à travers ses caractéristiques spécifiques. Elle ne se limite pas à un simple facteur de production dont un territoire disposerait (ou non), mais se comprend comme le fruit d'une construction ou d'une combinaison façonnée par l'intention humaine.

Cette conception s'est accompagnée également d'une prise en compte de la durabilité. Ainsi les acteurs dans leur processus de valorisation des ressources endogènes à un territoire doivent concilier entre efficacité économique, équité sociale et préservation de l'environnement

Dans cette optique, plusieurs typologies de la ressource sont abordées par les auteurs et les théoriciens, nous allons mettre le focus sur celles qui sont en rapport avec la dynamique territoriale.

2.2- Les ressources génériques et spécifiques

Dans une perspective de développement territorial, les acteurs mobilisent et utilisent des ressources génériques et/ou spécifiques dans l'objectif de dynamiser leur territoire. Cependant le potentiel de développement en se basant sur des ressources génériques est moins prometteur, vu que ces dernières sont transférables. Selon Pecqueur, on emploie le terme de génériques lorsque les ressources ou actifs sont le fait d'une construction indépendante du processus de production ou de la dynamique sociale alors que le terme spécifique est réservé aux ressources et actifs résultant de stratégie d'acteurs (cité dans Coissard et al., 2010, 278). Par conséquent une ressource générique ne peut à elle seule assurer la compétitivité et la différenciation d'un territoire.

Quant aux ressources spécifiques, elles naissent de l'interaction des acteurs et leurs intentions d'identifier et valoriser des ressources ancrées dans un territoire. Le qualificatif « spécifique » renvoie à l'ensemble des facteurs comparables ou non, dont la valeur ou la production est liée à un usage particulier. Ces ressources spécifiques, dites également « territoriales » ne sont pas transférables vu qu'elles présentent un coût d'irréversibilité, c'est à dire, que les ressources ou les actifs spécifiques perdent une partie de leur valeur productive lorsqu'ils sont redéployés vers un usage alternatif.

La ressource spécifique est endogène et construite sur un temps long et ainsi elle présente un fort potentiel de développement territorial. « *C'est donc la rigidité de la localisation de la ressource mais également son éventuelle appartenance à un réseau d'acteur, qui différencie les ressources génériques et spécifiques* » (Debuisson, 2014, p. 130). Ces ressources spécifiques trouvent leur origine dans des histoires, des mythes, des produits, des paysages, des savoir-faire, etc., propres à un territoire bien déterminé.

2.3- Les ressources latentes et disponibles

Lorsqu'on soulève la question de la ressource, on se réfère bien évidemment aux travaux de Hirschman qui propose une deuxième distinction basée sur la nature disponible ou latente des ressources. Une ressource disponible signifie qu'elle est immédiatement présente sur le marché et ainsi elle se caractérise par un prix et une qualité, aussi son processus de révélation et valorisation ne nécessite pas des interactions importantes de la part des acteurs (Colletis Whal et al., 2008).

Au contraire, une ressource latente n'est pas immédiatement disponible, son processus d'identification et de valorisation nécessite une coordination avec les acteurs territoriaux. Elle présente un fort potentiel de dynamisation des territoires. En effet, l'activation de la dynamique est tributaire de la volonté d'acteurs présents sur territoire à conjuguer leurs efforts afin d'identifier, révéler et valoriser les ressources cachées ou latentes.

Une autre distinction des ressources peut être identifiée à partir de la nature donnée ou construite des ressources. Une ressource donnée est celle qui est disponible sur un territoire, elle est assimilée à une ressource générique. Quant à la ressource construite, est celle qui dépend d'un processus de coordination et de mise en rapport des individus au sein d'un territoire, en vue de résoudre un problème commun et d'assurer le développement territorial par la construction d'une ressource dite aussi « territoriale », elle est assimilée à ressource spécifique qui présente des potentialités importantes de dynamisation des territoires.

Suite à la catégorisation de ces ressources, qu'elles soient spécifiques, génériques, latentes ou construites, il s'avère que la typologie permet aux acteurs d'un territoire de mieux cerner les potentiels et les contraintes de leur environnement. En effet, la valorisation et la spécification de ces ressources exigent une coordination stratégique entre les différentes parties prenantes, contribuant ainsi à un développement équilibré et durable du territoire.

3- La coordination d'acteur, levier primordial pour un développement territorial durable

Devant la turbulence de l'environnement qui marque le contexte actuel, la coordination d'acteurs s'avère d'une utilité cruciale pour la construction des territoires durables. Elle permet de favoriser l'interaction des différentes parties prenantes présentes dans le territoire dans le but de révéler, valoriser et spécifier les ressources territoriales qui constituent un véritable levier stratégique pour répondre aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux et ainsi de consolider un développement harmonieux et résilient.

Dans ce sens, le processus de révélation, valorisation et spécification des ressources constitue non seulement un pilier fondamental pour dynamiser le territoire mais aussi un mécanisme puissant pour assurer sa compétitivité et sa durabilité.

3.1- Révélation des ressources territoriales et identification des potentiels locaux

La révélation des ressources territoriales consiste à identifier les ressources latentes ou non exploitées qui peuvent devenir des vecteurs de développement. Dans ce processus, la coordination d'acteurs joue un rôle de catalyseur en favorisant la prise de conscience collective des ressources existantes, qu'elles soient matérielles ou immatérielles, et en incitant les parties

prenantes à les valoriser. Par exemple, les ressources environnementales telles que les paysages, les réserves naturelles ou les écosystèmes spécifiques, qui peuvent souvent passer inaperçus, sont identifiées et mises en valeur grâce à une coordination participative impliquant les acteurs locaux.

Dans cette même veine, La ressource territoriale peut être définie à partir de ses caractéristiques : la spécificité, la potentialité, le caractère caché, et le caractère renouvelable (Colletis & Pecqueur, 2018). D'abord, la spécificité de la ressource renvoie à son ancrage territorial d'où la notion de ressource territoriale. Quant à la potentialité signifie que la ressource peut exister sous forme des gisements qui nécessitent des transformations pour passer à l'état d'actif valorisable. Ensuite, le caractère caché de la ressource signifie qu'elle n'est pas toujours visible, et c'est aux acteurs de l'identifier et de la révéler. Enfin, le caractère renouvelable signifie que la ressource territoriale n'est pas épuisable comme le cas des ressources naturelles, « Elle est un composé de volonté, d'imagination créative et de processus d'innovation » (Colletis & Pecqueur, 2018, p.999). La ressource territoriale ne s'exploite pas, mais plutôt elle s'active. Cependant, à long terme la ressource territoriale peut se banaliser.

Dans ce sens, les acteurs territoriaux et notamment les organisations de l'ESS sont a priori bien positionnées dans cette logique, de par les principes qui les animent et les règles qui régissent leur propre manière d'entreprendre. En effet, chaque territoire possède des ressources que ce soit à l'état disponible ou latent, et c'est dans ce sens que les acteurs territoriaux sont sollicités afin de pouvoir identifier ces ressources de diverse nature.

La révélation des ressources repose sur un processus collaboratif qui mobilise trois éléments essentiels : l'intention stratégique, la volonté collective et la qualité de la coordination entre les acteurs du territoire. L'intention reflète la capacité des parties prenantes à adopter une vision commune et à orienter leurs efforts vers la valorisation des atouts territoriaux. Elle implique une reconnaissance préalable des opportunités potentielles et des objectifs partagés pour transformer des éléments latents en véritables ressources stratégiques. Quant à la volonté, elle incarne l'engagement actif des acteurs territoriaux dans ce processus, qu'il s'agisse de collectivités locales, d'organisations de l'économie sociale et solidaire, d'entreprises ou de citoyens, cet engagement est crucial pour mobiliser les ressources nécessaires à l'identification et à l'exploitation des potentiels locaux. Elle dépasse les intérêts individuels pour s'inscrire dans une dynamique collective orientée vers le bien commun et le développement durable. Enfin, la coordination inter-acteurs constitue le socle de cette démarche, puisque elle favorise l'échange, la collaboration et la mutualisation des compétences entre les différentes parties

prenantes. De ce fait, une coordination efficace permet d'aligner les intérêts, d'éviter les conflits et de construire des synergies, tout en s'appuyant sur des mécanismes de gouvernance participative pour transformer une ressource cachée ou sous-exploitée en un actif territorial valorisable, répondant aux besoins sociaux, économiques et environnementaux.

3.2- La valorisation des ressources territoriales comme processus inclusif et durable

Selon Pecqueur, les ressources représentent un potentiel important de développement territorial. Cependant, « *elles ne sont pas activées sur le marché au contraire des actifs qui sont des facteurs marchands* » (cité dans Coissard et al., 2010, p. 278).

Par conséquent, l'identification de la ressource grâce à la mise en rapport des acteurs, nécessite également un effort de valorisation, c'est-à-dire, le passage de la ressource à l'actif marchand ou non marchand. En effet, la ressource n'est pas un actif, elle ne le devient qu'après un processus de valorisation et d'activation (Lamara, 2009).

« Le fait de découvrir que l'on pouvait se déplacer ou prendre plaisir à descendre sur les pentes enneigées ne suffit pas à ce que le ski devienne une ressource exploitable financièrement ou culturellement. Il en va de même avec la découverte et la rénovation d'un château qui ne fait pas immédiatement de lui une ressource patrimoniale, ou la culture d'un légume méconnu pour créer une dynamique autour ». (Debuisson, 2014, 132).

Dans ce sens, les ressources territoriales se retrouvent au cœur des dynamiques territoriales, cependant, elles nécessitent un processus de valorisation de la part des acteurs territoriaux, qui s'appuient essentiellement sur l'identification et la mise en valeur des ressources territoriales dans un cadre marqué par la coordination et la coopération avec l'ensemble des parties prenantes du territoire.

En somme, une fois révélées, les ressources territoriales nécessitent une stratégie de valorisation pour se transformer en véritables atouts économiques, sociaux et culturels. La coordination, via l'intensification des interactions entre acteurs publics, privés et associatifs, joue un rôle central dans la conception et la mise en œuvre de dispositifs adaptés aux spécificités du territoire. Les collectivités locales et les institutions territoriales, en soutenant l'entrepreneuriat local ou en développant des labels de qualité pour les produits régionaux, participent à la transformation des ressources endogènes en ressources à forte valeur ajoutée. Ce processus favorise une dynamique collaborative et inclusive, contribuant ainsi à renforcer la compétitivité et la durabilité du territoire.

3.3- La spécification des ressources territoriales, et compétitivité territoriale

Différents types de ressources et des actifs existent sur un territoire, on parle de « génériques » lorsque leur valeur est indépendante des processus de production ou du contexte géographique, et de « spécifiques » dans le cas échéant. « *Le passage de la ressource générique à l'actif spécifique correspond à une stratégie de développement en deux temps : Le passage de la ressource à l'actif générique, et de l'actif générique à l'actif spécifique* », (Colletis & Pecqueur, 2005, p.59).

Il s'agit d'un processus de métamorphose comme étant un changement structurel avec une irréversibilité incomplète selon laquelle on ne peut pas toujours revenir de l'actif vers la ressource et du spécifique vers le générique (Colletis & Pecqueur, 2005).

On distingue deux cas d'activation qui peuvent être envisagés :

- La ressource générique disponible, dont le marché constitue le moyen par lequel se produit l'activation de la ressource et qui lui spécifie un prix et une qualité.
- La ressource spécifique virtuelle, qui peut être activée via un processus de coordination et de mise en rapport des acteurs.

La spécification des ressources semble être un modèle de développement alternatif à l'approche classique s'intéressant essentiellement à la dotation factorielle (François et al., 2013, p. 268).

Dans cette même optique, d'après, François et al. (2013), les ressources territoriales sont « *des ressources spécifiques, qui sont révélées selon un processus intentionnel engageant une dynamique collective d'appropriation par les acteurs du territoire, de nature différente selon qu'elle emprunte ou non le circuit de la valorisation marchande* » (p. 268). Les acteurs territoriaux procèdent à l'identification, puis la valorisation et la spécification des ressources afin de pouvoir dynamiser leur territoire.

La spécification des ressources territoriales vise en premier lieu à conférer au territoire une identité unique ou un avantage comparatif. Elle repose principalement sur une coordination efficace entre les acteurs du territoire, permettant d'adapter les ressources locales aux spécificités des contextes sociaux, économiques et culturels. La spécification implique souvent une transformation des ressources en fonction des attentes des parties prenantes et des caractéristiques des marchés. Par exemple, la transformation d'un produit agroalimentaire en un produit de « terroir » ou labellisé dépend étroitement de l'interaction entre les acteurs locaux et des mécanismes collaboratifs qui favorisent cette singularité. En effet, la coordination d'acteurs joue un rôle central dans cette spécification, et permet aux territoires de se différencier dans un environnement concurrentiel tout en renforçant leur attractivité et leur résilience

(Debuisson, 2014). La coordination inter-acteurs, en tant que levier de valorisation durable des potentialités locales, révèle toute son importance dans la capacité à fédérer une pluralité d'acteurs autour d'une vision partagée du développement. La révélation, la valorisation et la spécification des ressources territoriales reposent sur une démarche participative, où chaque acteur (secteur public, entreprises privées, société civile) contribue activement à la co-construction d'initiatives innovantes et adaptées aux besoins locaux.

CONCLUSION

Cette recherche a mis en évidence le rôle central de la coordination dans la contribution au développement territorial durable en montrant qu'elle ne se limite pas à la favorisation des interactions entre acteurs, mais inclut également la capacité à mobiliser des synergies et à révéler des ressources spécifiques ou latentes, essentielles pour le développement territorial durable. En effet, en facilitant la collaboration et l'alignement des objectifs entre les différents acteurs, la coordination permet également de renforcer la résilience des territoires face aux défis environnementaux, sociaux et économiques.

Sur le plan théorique, cette recherche enrichit les connaissances sur l'évolution du concept du territoire, le passage du développement local au développement territorial durable et la clarification des mécanismes de coordination, en soulignant leur rôle crucial dans la réussite des projets de développement durable.

Par ailleurs, sur le plan pratique, cette étude souligne la nécessité d'une coordination efficiente entre les différents acteurs territoriaux, tels que les collectivités territoriales, les entreprises, les organisations de la société civile et les populations locales, en vue de concevoir et de mettre en œuvre des projets intégrant les principes de durabilité.

Dans cette optique, il serait pertinent d'approfondir cette analyse en mettant le focus des études de cas où la coordination a permis de relever les défis de durabilité. Ces études pourraient fournir des enseignements pratiques sur les modalités de coordination les plus efficaces et sur les facteurs clés de succès. En somme, la coordination constitue un pilier indispensable pour activer les dynamiques territoriales et répondre aux enjeux contemporains du développement territorial durable. À cet égard, il est essentiel que les décideurs publics et privés mettent en place des mécanismes de gouvernance favorisant une coopération structurée et pérenne en optant pour la création d'instances de concertation multi-acteurs et d'un cadre réglementaire incitatif et le déploiement d'outils de suivi et d'évaluation pour assurer l'efficacité des initiatives de développement durable.

BIBLIOGRAPHIE

Angeon, V., & Callois, J. M. (2005). Fondements théoriques du développement local : quels apports du capital social et de l'économie de proximité ? *Économie et Institutions*, 6-7, 19-50.

<https://doi.org/10.4000/ei.890>

Beaurain, C., Longuépée, J., & Pannekoucke Soussi, S. (2009). Dossier « Économie de la proximité » – La proximité institutionnelle, condition à la reconquête de la qualité de l'environnement. L'exemple de l'agglomération dunkerquoise. *Natures Sciences Sociétés*, 17(4), 373-380. <https://doi.org/10.1051/nss/2009064>

Campagne, P., & Pecqueur, B. (2014). *Le développement territorial une réponse émergente à la mondialisation*. Charles Léopold Mayer.

Cisterna, F. M. (2024). El rol de las organizaciones ciudadanas en los procesos de desarrollo urbano local : miradas desde el marco de una nueva gobernanza territorial en La Araucanía, Chile. *REVISTA CUHSO*, 34(1), 679-708. <https://doi.org/10.7770/cuhso-v34n1-art656>

Coissard, S., Fontanel, M., & Zecri, J. L. (2010). Intelligence économique et pôles de compétitivité : de la gestion du capital informationnel à la création d'avantages compétitifs spécifiques. *Management & Avenir*, 32(2), 270. <https://doi.org/10.3917/mav.032.0270>

Colletis-Wahl, K. (2007, juillet). *Les dynamiques territoriales débats et enjeux entre les différentes approches disciplinaires*. Dynamiques territoriales, micro et macro liens, un essai de construction d'une typologie, Grenoble-Chambéry, France.

Colletis, G., & Pecqueur, B. (2018). Révélation des ressources spécifiques territoriales et inégalités de développement. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, Décembre(5), 993-1011. <https://doi.org/10.3917/rru.185.0993>

Colletis-Wahl, K., Peyrache-Gadeau, V., & Serrate, B. (2008). Introduction générale. Les dynamiques territoriales : quelles nouveautés ? *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, juin(2), 147. <https://doi.org/10.3917/rru.082.0147>

Colletis, G., & Pecqueur, B. (2005). Révélation de ressources spécifiques et coordination située. *Économie et Institutions*, 6-7, 51-74. <https://doi.org/10.4000/ei.900>

Debuisson, M. (2014). *Les modes d'interaction pour une dynamique territoriale soutenable : un apport à l'écologie territoriale*. [Thèse de doctorat : Université de Technologie de Troyes]. HAL. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-01162416/document>

François, H., Hirczak, M., & Senil, N. (2013, septembre). De la ressource à la trajectoire : quelles stratégies de développement territorial ? *Géographie, économie, société*, 267-284. <https://doi.org/10.3166/ges.15.267-284>

- Haddad, M., & Bouzaida, M. A. (2013). Développement local et gouvernance territoriale : Enjeux et perspectives post-révolution. *Journal Of Academic Finance*, 4(1). <https://doi.org/10.59051/joaf.v4i1.20>
- Imbou-Ngalamou, A. J. (2016). *Les Organisations paysannes en République du Congo : émergence et signification des dynamiques organisationnelles dans le secteur agricole en zones péri-urbaines et rurales (French Edition)*. Connaissances & Savoirs
- Lamara, H. (2009). Les deux piliers de la construction territoriale : coordination des acteurs et ressources territoriales. *Développement durable et territoires*. Published. <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.8208>
- Leloup, F., Moyart, L., & Pecqueur, B. (2023). Gouvernance, action publique et cohésion ou comment piloter nos territoires. La gouvernance territoriale : d'un mode de coordination à un processus de cohésion territoriale ? *Géographie Économie Société*, 25(2-3), 145-161. <https://doi.org/10.3166/ges.2023.0007>
- Moine, A. (2006). Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie. *Espace géographique*, 35(2), 115-132. <https://doi.org/10.3917/eg.352.0115>
- Pecqueur, B. (2022). La « ressource territoriale », une opportunité pour le développement local dans les Suds. *The Journal of Rural and Community Development*, 17(2), 41–53.
- Pecqueur, B. (2005). Le développement territorial : une nouvelle approche des processus de développement pour les économies du Sud. Dans B. Antheaume & F. Giraut (Éds.), *Le territoire est mort : vive les territoires ! : une refabrication au nom du développement*. (p. 295-316). Paris : IRD. ISBN 2-7099-1574-X.
- Piraux, M., & Tonneau, J. (2023). Penser le dispositif de gouvernance territoriale comme un commun. *Géographie Économie Société*, 25(2-3), 465-485. <https://doi.org/10.3166/ges.2023.0021>
- Plottu, B. (2015). Conflits d'usage du territoire : De l'identification des enjeux à l'émergence d'une solution négociée. *Économie Rurale*, 4(348), 23-38. <https://doi.org/10.3917/ecoru.348.0023>
- Raffestin, C. (2019). Qu'est-ce que le territoire ? In A.-L. Amilhat Szary & Y. Calbérac (Éds.), *Pour une géographie du pouvoir* (p. 199-221). ENS Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.enseditions.7642>
- Ternaux, P., & Pecqueur, B. (2008). Ressources territoriales, structures sociales et comportements des acteurs. *Revue canadienne des sciences régionales*, 2, 261-276. ISSN:

0705-4580

Todella, E., Abastante, F., & Cotella, G. (2024). Practicing Multilevel Governance : The Revision of the Piedmont Regional Territorial Plan. *Land*, 13(6), 755. <https://doi.org/10.3390/land13060755>

Torre, A. (2009). Retour sur la notion de proximité géographique. *Géographie, économie, société*, 11(1), 63-75. <https://doi.org/10.3166/ges.11.63-73>

Torre, A. (2016). Comprendre le développement territorial. *Mondes Sociaux*. Published. <https://sms.hypotheses.org/6456#more-6456>

Tranquard, M. (2020). Note de recherche – Analyse théorique de la gouvernance dans un contexte de développement territorial. *Noroi*, 257, 71-87. <https://doi.org/10.4000/noroi.10590>

Zimmermann, J. B. (2008, mai). Le territoire dans l'analyse économique. Proximité géographique et proximité organisée. *Revue française de gestion*, 105-118. <https://doi.org/10.3166/rfg.184.105-118>